



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand Est**

**Unité Départementale
Meurthe-et-Moselle / Meuse**

Division de Nancy

Nos réf. : 2025_1064

N° AIOT : 0006200373

Affaire suivie par : Cyrielle MORLOT

cyrielle.morlot@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 54 44 02 67

Courriel : ud54-55.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Nancy, le 16 mars 2026

**RAPPORT DE L'INSPECTION DE
L'ENVIRONNEMENT
(INSTALLATIONS CLASSEES)**

Objet : Société VAL'ERGIE à Ludres

Porter à connaissance sur l'extension du périmètre géographique et la modification des priorisations d'apport

P.J. : Annexe 1 : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Rédigé par l'inspectrice de l'environnement : Cyrielle MORLOT

Vérifié par le responsable du pôle Ressources du Service Prévention des Risques Anthropiques :
Pierre CASERT

Approuvé et transmis à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, pour le Directeur Régional, le Chef
du Service Prévention des Risques Anthropiques : Pascal LAJUGIE

1 – Contexte de la demande

Par courriel du 7 octobre 2025, la société VAL'ERGIE a transmis à l'autorité administrative un porter à connaissance portant sur l'extension du périmètre géographique et la modification des priorisations d'apports mentionnés dans les arrêtés préfectoraux n°2006-505 du 02 juin 2006 et n°2023-0504 du 27 septembre 2023.

La société VAL'ERGIE, filiale du groupe VEOLIA, exploite sur la commune de Ludres une installation d'incinération (Unité de Valorisation Energétique, UVE) de déchets ménagers et assimilés, de déchets d'activités économiques (DAE) et de déchets de soins à risque infectieux (DASRI).

L'installation est autorisée, par l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 modifié, à traiter 120 000 tonnes de déchets par an.

L'article 6-1 de l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 modifié, dresse la provenance géographique des déchets admissibles au traitement sur l'UVE.

Dans le cas des déchets ménagers et assimilés, et des DAE, l'UVE peut recevoir des déchets des territoires selon les priorités suivantes :

Priorité n°1 : Meurthe-et-Moselle

Priorité n°2 : Meuse, Moselle , Vosges

Priorité n°3 : Marne, Haute-Marne, sous conditions.

La société VAL'ERGIE sollicite une modification du périmètre géographique d'apports et des priorisations, sur le fondement de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Le porter à connaissance joint à cette demande présente l'ensemble des éléments d'appréciation permettant de justifier la demande et l'absence de caractère « substantiel » de cette modification.

Le présent rapport analyse le porter à connaissance et le caractère substantiel de la modification sollicitée. Il propose les suites qu'il convient de réserver à cette demande.

2 – Présentation de la modification sollicitée

En septembre 2025, la Métropole du Grand Nancy a constitué un Groupement d'Autorités Concédantes (GAC), autorité délégante pour l'exploitation de l'UVE.

Ce GAC est composé de communautés de communes de la Meuse et de Meurthe-et-Moselle :

- Métropole du Grand Nancy - 54
- Communauté de Communes du Bassin de Pompey - 54
- Communauté de Communes Seille et Grand Couronné - 54
- Communauté de Communes du Pays de Sânon - 54
- Communauté de Communes de Vezouze en Piémont - 54
- Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle - 54
- Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois - 54
- Communauté de Communes du Pays du Saintois - 54
- Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois - 54
- Communauté de communes de Moselle et Madon - 54
- Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson - 54
- Communauté de Communes des Terres Tuloises - 54
- Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse - 55

- Communauté de Communes Côtes de Meuse - Woëvre - 55
- Communauté de Communes du Pays de Revigny (COPARY) - 55

Val'Ergie souhaite en conséquence donner la priorité au traitement des déchets ménagers et assimilés, et DAE, issus de ce GAC.

Dans le même temps, **Val'Ergie souhaite étendre le périmètre géographique d'acceptation des déchets à l'ensemble de la région Grand Est** pour faire face aux arrêts techniques programmés ou non, et aux problèmes de saturation des UVE dans la région, et par conséquent leurs besoins en détournement de déchets.

Le tonnage de 120 000 tonnes ne sera pas dépassé.

D'autres raisons motivent cette demande :

- Considérer la coopération territoriale en matière de traitement des déchets déployée par l'Autorité Délégante (MGN) se traduisant en l'intégration de Communautés de Communes ou Communautés d'Agglomération localisées en dehors du département de Meurthe-et-Moselle ;
- Participer à la réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés admis en installation de stockage en 2035 à 10 % des quantités de déchets ménagers et assimilés produits mesurées en masse ;
- Articuler les capacités entre les ISDND (Installations de stockage de déchets non dangereux) et les UVE afin de garantir le respect de la hiérarchie des modes de traitement ;
- Une diminution progressive des apports d'Ordures Ménagères en provenance de la Métropole du Grand Nancy suite à l'application par les habitants des consignes de tri (2018 : 72 442 tonnes d'OM traitées contre 63 094 tonnes en 2024) ;
- Une diminution des gisements de DAE qui seront préférentiellement transformés en combustible solide de récupération (CSR) pour alimenter les chaufferies comme celle de Dombasle Énergie ou celle de Easteam ;
- Continuer à assurer une production d'énergie verte pour la Métropole du Grand Nancy, à savoir, la production de chaleur pour le chauffage urbain dont les besoins sont en forte augmentation en raison de l'interconnexion des différents réseaux : l'UVE sera la principale, voire la seule, source d'énergie pour tous les réseaux en période estivale, à compter de 2028.

Val'Ergie sollicite cette modification pour l'ensemble des déchets non dangereux (déchets ménagers et assimilés et DAE).

3 – Analyse de l'inspection

3.1 - Examen au regard de l'article R.181-46-I-1°

L'article R.181-46.I.1° du code de l'environnement précise que : *« Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :*

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; »

Au regard des éléments communiqués, le projet ne consiste pas en une extension.

3-2 Examen au regard de l'article R.181-46-I-2°

Sans objet, l'AM du 15/12/2009 ayant été abrogé.

3.3 - Examen au regard de l'article R.181-46-I-3°

Impact sur l'eau :

L'extension de la zone géographique d'apport de déchets non dangereux ne modifiera pas ni la consommation en eau de l'UVE, ni les rejets.

Impact sur l'air :

La capacité de traitement annuelle de 120 000 tonnes n'étant pas modifiée, la modification de l'origine géographique des déchets ne modifiera pas les rejets atmosphériques de l'UVE.

Impact sur le trafic et les nuisances sonores :

Le tonnage global réceptionné n'étant pas modifié, la modification demandée n'aura donc pas d'impact sur le nombre de véhicules transitant sur le site. De même que les engins, les véhicules de collecte, et matériels utilisés pour l'exploitation seront les mêmes, les impacts sonores de l'installation resteront inchangés.

Compatibilité avec le SRADDET de la Région Grand Est :

L'application des règles et principes du SRADDET dans les arrêtés d'exploitation nécessite une attention particulière portant sur :

- le principe de proximité : traiter les déchets au plus près de leur lieu de production
- la hiérarchie des modes de traitement : favoriser la valorisation matière puis énergétique des déchets, avant le stockage.

La doctrine à appliquer en conséquence pour l'instruction des nouvelles demandes relatives aux modifications de zones de chalandise ou encore lors des demandes d'extension ou de prolongation de l'exploitation des sites doit intégrer ces principes.

A noter que le projet de construction d'une UVE en Meuse a été abandonné et que c'est dans ce contexte que le GAC regroupant des communautés de communes de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse a été créé, dans une politique de mutualisation des outils de traitement des déchets.

Aussi, l'autorisation d'une extension de la zone de chalandise de l'unité de valorisation énergétique exploité par la société VAL'ERGIE devra intégrer une origine des déchets donnant une priorité absolue aux déchets produits par les membres du GAC (situés dans les départements du 54 et 55), puis sur les départements limitrophes. Pour autres départements du Grand Est plus éloignés, en cas d'avarie sur un incinérateur de ces départements, la possibilité exceptionnelle de prendre rapidement des déchets dans une zone plus large peut être autorisée, sur la base d'une démonstration de la nécessité de déplacement des flux concernés et d'une information au Préfet et à l'Inspection.

En conclusion, la modification projetée relative à l'extension de la zone de chalandise et à la priorisation d'acceptation des déchets n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs et/ou supplémentaires pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 et L. 511-1 du code de l'environnement pour les raisons suivantes :

- il n'y a pas de changement des conditions d'exploitation ;
- les modifications projetées ne sont pas de nature à modifier l'aspect paysager général ;
- aucun danger supplémentaire, que ce soit sur le site ou vis-à-vis des tiers, en phase d'exploitation n'est identifié ;
- l'acceptation des déchets des départements les plus éloignés reste exceptionnelle.

En conséquence, les modifications ne procurent pas au projet à ce titre un caractère substantiel et peuvent être traitées en application du R. 181-46-II (modification notable).

4 – CONCLUSION ET SUITES PROPOSÉES PAR L'INSPECTION

Au vu des éléments détaillés ci-dessus, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle de donner une suite favorable à la demande de la société VAL'ERGIE.

Un projet d'arrêté préfectoral permettant d'encadrer la nouvelle zone de chalandise des déchets admis en traitement, annexé au présent rapport, est proposé en application des dispositions de l'article L181-14 du Code de l'environnement.

L'inspection des installations classées estime qu'il n'est pas nécessaire de présenter ce projet d'arrêté au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), comme le prévoit l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Un délai de quinze jours doit toutefois être laissé à l'exploitant pour qu'il présente ses observations éventuelles par écrit.



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
Service de la coordination
des politiques publiques
Bureau des procédures environnementales

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifiant la zone de chalandise des déchets
admis à être traités par la société VAL'ERGIE à Ludres**

n° 2026/XXXXX

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2006-505 du 2 juin 2006 et les arrêtés préfectoraux subséquents, autorisant et encadrant l'exploitation de l'usine d'incinération de déchets urbains et de déchets contaminés d'activités de soins implantée sur le territoire de la commune de LUDRES ;

Vu la demande reçue le 7 octobre 2025 par la préfecture de Meurthe-et-Moselle de la société VAL'ERGIE dont le siège social est situé au 226 rue Victor Grignard - 54710 LUDRES afin d'obtenir l'autorisation d'une nouvelle zone de chalandise sur la région Grand Est et de nouvelles priorisation dans les apports de déchets non dangereux ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est 2025_1064 **en date du xx mars 2026 ;**

Considérant que la société VAL'ERGIE est déjà dûment autorisée à accepter et traiter les déchets listés dans le présent arrêté, par les arrêtés préfectoraux susmentionnés ;

Considérant qu'il s'agit d'une mise à jour de la zone de chalandise et des priorisations d'apports des déchets d'ordures ménagères et des déchets d'activité économique sans dépasser la capacité maximale de traitement de l'UVE de 120 000 tonnes ;

Considérant, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de recueillir l'avis du CODERST comme le prévoit l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La société VAL'ERGIE, filiale du groupe VEOLIA, dont le siège social est situé au 226 rue Victor Grignard - 54710 LUDRES, est autorisée à poursuivre l'exploitation de l'usine d'incinération de déchets urbains et de déchets contaminés issus d'activités de soins, située sur le territoire de la commune de LUDRES - 226 rue Victor Grignard - zone industrielle, sous réserve du strict respect des prescriptions fixées par le présent arrêté modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-505 du 2 juin 2006 et les arrêtés préfectoraux subséquents.

Article 2 :

Les dispositions de l'arrêté n°2023-0504 du 27 septembre 2023 sont abrogées.

Article 3 : Provenance des déchets – limitations

Les dispositions du présent article remplacent en partie les conditions fixées à l'article 6.1 « Provenance des déchets - limitations » de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006-505 du 2 juin 2006 comme suit :

« Déchets ménagers et assimilés et déchets d'Activités Économiques (DAE)

Les déchets ménagers et assimilés et les DAE admissibles sur l'usine sont exclusivement ceux produits sur les territoires suivants et selon les priorités décroissantes suivantes :

- *priorité n° 1 : Membres du Groupement d'Autorités Concédantes listés ci-dessous :*

Métropole du Grand Nancy - 54

Communauté de Communes du Bassin de Pompey - 54

Communauté de Communes Seille et Grand Couronné - 54

Communauté de Communes du Pays de Sânon - 54

Communauté de Communes de Vezouze en Piémont - 54

Communauté de Communes Meurthe Mortagne Moselle - 54

Communauté de Communes des Pays du Sel et du Vermois - 54

Communauté de Communes du Pays du Saintois - 54

Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois - 54

Communauté de communes de Moselle et Madon - 54

Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson - 54

Communauté de Communes des Terres Toulaises - 54

Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse - 55
Communauté de Communes Côtes de Meuse - Woëvre - 55
Communauté de Communes du Pays de Revigny (COPARY) - 55

- *priorité n° 2 : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges ;*
- *priorité n° 3 : Autres départements du Grand Est. Uniquement en cas d'avarie (panne, accident...) sur un incinérateur de ces départements, l'exploitant peut solliciter l'autorisation exceptionnelle de prendre rapidement des déchets de ce secteur, sur la base d'une information à la préfecture et à l'inspection des installations classées, accompagnée de l'ensemble des éléments justificatifs.*

Tout contrat ou accord contraire aux dispositions qui précèdent, même antérieur au présent arrêté, sera réputé non écrit. »

Article 4 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à la présente injonction préfectorale, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Articles VDR, PUB, EXECUTION